

CINQ ANNÉES DE RÉGIME CONSTITUTIONNEL EN BULGARIE.

Le prince Alexandre de Battenberg en Bulgarie, par A.-G. DRANDAR.
Paris, Dentu, 1884.

Nous sommes très peu et très mal renseignés sur ce qui se passe dans la Péninsule balkanique, et cependant les événements qui ont cette région pour théâtre offrent un grand intérêt sous plus d'un rapport. Premièrement, il est très curieux de suivre le développement de la vie moderne et du régime constitutionnel dans les jeunes États nouvellement constitués au sud du Danube. En second lieu, la situation politique et la question de la paix et de la guerre sur notre continent dépendent en grande partie de ce qui arrive dans la Péninsule, car c'est là que se rencontrent et s'entrechoquent les visées et les ambitions de la Russie et de l'Autriche. L'antagonisme entre ces deux grands empires paraît assoupi pour le moment, grâce à l'intervention « du puissant et honnête courtier » de Varzin. Mais il peut se réveiller brusquement, parce qu'il résulte de la nature des choses. Dans un article que publiait récemment M^{me} Olga de Novikoff et que je cite ici, parce qu'il exprime, je crois, les sentiments véritables du peuple russe, on lit que jamais la Russie ne permettra que l'Autriche étende ses annexions dans la Péninsule des Balkans au delà des limites stipulées par le traité de Berlin. D'autre part, l'Autriche ne tolérerait probablement pas qu'un gouvernement panslave, agitateur et révolutionnaire s'établît à Belgrade ou même à Sophia. La question européenne dépend donc de la question intérieure en Serbie et en Bulgarie.

Dans un livre récemment paru et dont je donne le titre en tête de cet article, un écrivain bulgare, M. Drandar, nous raconte, en très bons termes, les débuts du régime constitutionnel en Bulgarie sous le prince Alexandre de Battenberg. L'ouvrage est à la fois amusant et instructif. Il m'a fait penser à ce roman de Stendahl qu'admirait tant Sainte-Beuve : *La chartreuse de Parme*, où l'on voit se dérouler, en intrigues de cour et en dramatiques épisodes, les luttes d'ambition au sein d'une petite cour italienne. Le traité de Berlin signé, la Constituante de Tirnova avait donné à la Bulgarie une Constitution copiée de point en point sur la nôtre, seulement avec un caractère plus démocratique, puisqu'elle établissait le suffrage universel et ne créait qu'une seule Chambre.

M. Drandar nous montre le prince Alexandre arrivant en Bulgarie plein de bonne volonté et de dévouement pour le pays où il était appelé à régner, mais jeune, inexpérimenté et peu confiant dans la bonne marche des institutions ultra-libérales que le peuple bulgare venait d'adopter. Il accorda dès l'abord toute sa confiance au parti conservateur représenté par MM. Stoiloff, Grecoff et Natchovitch. Ceux-ci étaient convaincus qu'il fallait modifier la Constitution de façon à renforcer l'autorité du gouvernement. Mais telle n'était pas l'opinion du peuple. Aussi les élections de 1879 envoyèrent-elles siéger à Sophia une Chambre d'opposition, où, sur 170 députés, le ministère ne pouvait compter que sur 30 voix au plus. Après dix jours, la session fut close et la Chambre dissoute. Malgré toutes les influences que le ministère mit en œuvre, la nouvelle Chambre, qui se réunit le 4 avril 1880 à Sophia, était encore plus opposée au ministère que la précédente. Le Prince crut devoir céder momentanément devant la volonté du pays et il accepta un ministère franchement libéral, à la tête duquel se trouvaient deux hommes distingués et très populaires, MM. Zankoff et Karaveloff.

Les conservateurs ne se considérèrent cependant pas comme vaincus. Ils persuadèrent au Prince que le ministère libéral compromettait l'avenir du pays à l'intérieur et

plus encore vis-à-vis de l'étranger, et ils poussèrent à un coup d'État. Il eut lieu le 27 mai 1881, deux ans à peine après la promulgation de la Constitution de Tirnova et sans qu'on eût pu réellement en apprécier les résultats. Le Prince réclamait de l'assemblée extraordinaire qu'il allait réunir de pleins pouvoirs pour sept ans et le droit de proposer une révision de la Constitution.

Le général russe Ehrenrooth, appelé au ministère, parvint, par l'emploi de la gendarmerie et des commissaires spéciaux, à supprimer complètement la liberté du vote. Les libéraux, traqués comme des bêtes fauves, s'abstinrent de se rendre au poll. Le consul général de Russie, M. Hitrovo, avait apporté l'approbation du Tzar.

Le régime qui suivit fut une reproduction de celui du 2 Décembre : un despotisme effectif caché sous un léger vernis de constitutionnalisme. Pour remplacer le Sénat, un conseil d'État fut formé et MM. Natchovitch et Grecoff furent rappelés au ministère. Une grande fermentation ne tarda pas à se produire dans tout le pays. MM. Zankoff et Balabanoff, les chefs éminents du parti libéral, étaient acclamés partout où ils se présentaient. Le ministère espéra ramener le calme en éloignant Zankoff, qui fut saisi et interné à Vratza. Mais le but ne fut pas atteint. L'arbitraire ne fit qu'irriter l'opposition. Fait très honorable pour le caractère bulgare et qui rappelle ce qui s'est passé en Hesse à l'époque de Hassenpflug, les hauts fonctionnaires se mirent à la tête de la résistance. Ainsi, à Sophia, cinquante-cinq employés supérieurs, parmi lesquels le président de la Cour des comptes, presque tous les chefs de section des ministères, des membres de la Cour de cassation et de la Cour d'appel, des conseillers municipaux, adressèrent au conseil d'État une pétition demandant des garanties contre l'arbitraire du gouvernement. C'est là un acte de courage patriotique qu'on ne peut assez admirer.

Pour faire réussir les candidats ministériels aux élections qui allaient se faire, on avait besoin de généraux. On les demanda à Saint-Pétersbourg. Le Tzar comprit que la situa-

tion devenait difficile, et il envoya deux officiers très capables, les généraux Kaulbars et Soboleff. Menées encore une fois militairement, les élections furent partout favorables aux conservateurs ; les libéraux avaient dû s'abstenir. Mais bientôt MM. Natchovitch et Grecoff, et le Prince lui-même, commencèrent une guerre sourde contre les généraux russes. Ceux-ci agissaient en maîtres et entendaient diriger les affaires à leur guise. Les ministres conservateurs essayèrent de les forcer à la retraite en suscitant contre eux l'opposition de la Chambre. Mais de Saint-Pétersbourg on fit entendre qu'on ne considérait pas la mission des généraux Soboleff et Kaulbars comme terminée. Ce furent MM. Natchovitch et Grecoff qui durent se retirer.

Exaspérés, ils poursuivirent la lutte avec plus d'apreté que jamais. Ils allèrent même jusqu'à se rapprocher des libéraux pour forcer les généraux russes à s'en aller ; en même temps, le Prince refusait de recevoir ceux-ci.

La Russie comprit alors qu'elle avait fait fausse route en favorisant la réaction, et le consul russe, M. Yonine, imposa au prince Alexandre le rétablissement de la Constitution de Tirnova (août 1883). Les conservateurs, se voyant perdus, firent tout pour obtenir l'appui des libéraux. M. Zankoff, le proscrit de la veille, devenait tout à coup le maître de la situation. Il accepta le pouvoir que le Prince lui offrait, mais à condition qu'on ne s'écarterait plus des voies constitutionnelles.

Les généraux russes Kaulbars et Soboleff, n'ayant plus aucun appui, donnèrent leur démission et quittèrent Sophia. Les conservateurs qui les avaient fait venir applaudissaient ouvertement à leur départ, tandis que les radicaux leur témoignaient les plus bruyantes sympathies.

La Russie, évincée, manifesta son mécontentement en rappelant deux aides de camp du Prince, sans même lui en donner avis. Celui-ci, très froissé, renvoya de sa suite les officiers russes qui s'y trouvaient encore et rappela les trente et un officiers bulgares qui faisaient leurs études en Russie. C'était un état d'hostilité ouverte. Pour apaiser le Tzar, on lui

envoya l'homme le mieux fait pour bien représenter la Bulgarie, M. Balabanoff. Celui-ci fut parfaitement accueilli à Saint-Pétersbourg, et la paix fut rétablie. L'empereur envoya le colonel Kaulbars, et il fut décidé que les officiers russes en Bulgarie n'auraient plus à s'occuper que des choses militaires exclusivement. En somme, le résultat obtenu était important : la Bulgarie échappait définitivement à la tutelle de la Russie comme la Roumélie orientale. Cependant on ne peut s'empêcher de trouver que le Prince a un peu trop imité la célèbre ingratitude de l'Autriche envers la Russie après 1849.

L'union entre les deux partis qui s'étaient coalisés pour former le ministère ne dura pas longtemps. Les conservateurs essayèrent, en agissant sur le prince et sur le consul de Russie, de forcer M. Zankoff à se retirer ; mais celui-ci était trop fort, trop populaire ; ce furent ses adversaires qui furent obligés de quitter la place.

Mais, chose étrange, cet homme d'État éminent, qui était l'idole du pays alors qu'il était interné à Vradza, a été battu aux dernières élections. Le parti libéral avancé l'a emporté, et un ministère Karaveloff a été formé. Le Prince l'a accepté sans hésitation et il déclare très haut qu'il ne veut plus gouverner qu'en se conformant à la volonté du pays. Les causes de l'échec de M. Zankoff sont, dit-on, son entente précédente avec les conservateurs et l'engagement qu'il avait pris de modifier la Constitution de Tirnova en créant une Chambre haute. Le peuple s'est pris d'un grand attachement pour sa Constitution, et il n'a pas tort.

Que de ministères renversés, que de changements à vue, que de péripéties durant les cinq années qui se sont écoulées depuis la naissance de la Bulgarie ! C'est trop, en vérité : on dirait une de ces pièces à tiroirs, où sans cesse les acteurs entrent par une porte pour sortir par une autre. L'esprit de suite a manqué absolument, et cependant il est indispensable, surtout quand il s'agit de doter un pays d'une organisation nouvelle. La faute en est tout d'abord au Prince et à ses conseillers, qui, se défiant des tendances démocratiques

du pays, ont voulu le gouverner autocratiquement. La tentative n'aurait pu réussir qu'avec l'appui d'une force armée fournie par la Russie. Le Tzar a refusé de se prêter à cet essai de despotisme mal venu et il a eu raison, et dans l'intérêt de sa popularité parmi les Slaves de la Péninsule, et dans celui de la paix européenne.

J'ai essayé de montrer comment Léopold I^{er} avait réussi à fonder la liberté en Belgique, à se faire admirer par toute l'Europe et à devenir le souverain le plus populaire de son époque, uniquement en laissant les Belges se gouverner eux-mêmes¹. Je ne puis m'empêcher de croire que les princes qui sont appelés à régner dans les jeunes États récemment fondés aux bords du Danube feraient bien d'étudier sa carrière et de s'inspirer de son exemple. C'est ce qu'a fait, semble-t-il, le roi de Roumanie, et il s'en est bien trouvé. En laissant les élections complètement libres et en formant les ministères conformément aux vœux de la majorité du Parlement, librement élu, le souverain diminue ses responsabilités, acquiert de la popularité et échappe, en certaine mesure, aux rivalités personnelles et aux intrigues des ambitieux. Il faut alors, il est vrai, accepter le résultat de la lutte des partis. Mais dans un pays à régime représentatif, ces luttes sont inévitables et elles ne manquent pas d'ampleur et d'élévation, car elles résultent de la façon différente de concevoir les conditions de progrès du pays.

Ce dont il faut se garder absolument, c'est de persévérer dans la voie des destitutions où sont entrés certains ministres en Bulgarie. Le remplacement des principaux fonctionnaires, après chaque changement de président aux États-Unis, est, de l'aveu général, un vice si grave qu'il détruit en grande partie les avantages des institutions démocratiques. En France, l'administration est toujours restée excellente, malgré tant de crises et de révolutions, parce que la situation des fonctionnaires a été ordinairement respectée. En Belgique, Léopold I^{er} s'est toujours opposé aux destitutions. Il avait un

¹ Voir mon volume : *Études et Essais*.

certain tiroir bien connu de ses ministres; c'était une oubliette d'où ne sortaient pas les propositions qu'il désapprouvait. Elles sont nombreuses, les détestables conséquences du système de remplacer les anciens employés par des amis du ministère qui arrive au pouvoir. Il transforme nécessairement les fonctionnaires en agents des luttes politiques, plus occupés de faire triompher leur parti que de travailler au bien de la généralité. Il détruit l'esprit de suite et d'étude sérieuse, si nécessaire dans l'administration. Les opinions différentes se disputent le pouvoir non plus afin de mieux diriger les affaires de l'État, mais plutôt pour s'enrichir des dépouilles opimes qu'apporte la victoire et que paye la nation. En échange de l'espèce d'inamovibilité que vous accordez aux fonctionnaires, exigez d'eux une honnêteté absolue, un travail assidu, l'accomplissement exact de leur tâche, mais point de service politique. Payez-les bien, plutôt que d'en multiplier le nombre. Dans leur plan de réorganisation, les jeunes États danubiens sont disposés à prendre pour modèle la Belgique ou la France. C'est une erreur. La société, chez eux, a le caractère d'une démocratie rurale, comme en Suisse et en Norvège. Ce sont les institutions de ces pays-là qu'il faut plutôt imiter. Que les princes ne s'en effrayent pas. Les démocraties de paysans sont ultra-conservatrices, à condition, toutefois, qu'on ménage leur poche et qu'on n'augmente pas les impôts.

Les Bulgares sont très laborieux, très économes, parcimonieux même, dit-on, et très méfiants à l'égard de l'étranger : qualités excellentes, à mon avis. Qu'ils se gardent surtout de se livrer aux mains des financiers cosmopolites. Voyez en quel état ils ont réduit la Turquie et l'Égypte ! Je n'ai vu nulle part, sur notre globe peuplé de tant d'infortunés dépouillés par leurs maîtres, de spectacle plus lamentable que celui des fellahs, si doux, si bons, si durs à la fatigue, réduits au plus affreux dénuement pour satisfaire les porteurs de la dette, prêts en ce moment à mettre l'Europe en feu pour sauver leur coupon. Sous prétexte de progrès moderne et de transformations nécessaires, les financiers

arrivent, précipitent le pays dans la voie des emprunts, prélèvent sous forme de commission un tiers de l'argent emprunté, et gagnent encore autant ou plus sur les travaux qu'ils exécutent, et désormais la nation est l'esclave de l'étranger. Le plus clair du produit de son travail sert à payer au dehors l'intérêt de la dette. N'est-ce pas l'image que nous offre même un puissant empire comme l'Autriche-Hongrie? D'après M. Drandar, un financier millionnaire de Sophia, quoique d'origine bulgare, a exercé la plus fâcheuse influence sur la marche des affaires politiques dans son pays. C'est une leçon dont il faut savoir profiter.

J'ai pu me convaincre, en traversant la Bulgarie, qu'il y a là beaucoup à faire. Tout d'abord, il faut se hâter d'exécuter le tronçon du chemin de fer Tzaribrod-Sophia-Vakarel, afin que la capitale du pays soit reliée, d'une part, à Belgrade, Pesth, Vienne et l'Occident, et, d'autre part, à Constantinople et à l'Orient. Il est urgent de remanier l'impôt, afin qu'il produise davantage, de façon à mieux doter l'enseignement et la construction des routes. Pour celles-ci, il faudrait aussi imiter la Suisse, où l'on a l'art de construire de bons petits chemins, peu coûteux, quoique bien empierrés, et où l'écoulement des eaux est aménagé avec des soins intelligents, qui manquent complètement sur les routes que j'ai parcourues en Bulgarie. Mais il ne faut pas trop se hâter, afin de ménager le contribuable. Assurez la sécurité, et le pays s'enrichira rapidement. Diminuez l'armée et augmentez la gendarmerie. Dans son livre récent : *Une course à Constantinople*, le célèbre correspondant du *Times*, M. de Blowitz, émet sur la Bulgarie les jugements les plus sévères, parce que des brigands venaient de piller une des gares sur la ligne Rouchouk-Varna qu'il traverse. On peut lui répondre d'abord que semblable chose arrive en Italie, en Espagne et même ailleurs. Récemment, chez nous, des voleurs n'ont-ils pas enlevé la caisse de la gare de Vielsalm? En second lieu, l'incident qui sert de base aux philippiques de M. de Blowitz s'est passé dans la région où ses chers amis les Turcs sont encore en majorité. Néanmoins, il ne faut rien négliger pour

réprimer les vols et les brigandages. Le corps si admirable des gardes civils en Espagne serait à imiter.

Que les Bulgares dévoués à leur belle partie étudient avec attention le livre de M. Drandar. Ils y verront ce qu'il faut faire et surtout ce qu'il faut éviter, afin d'assurer à leur pays un développement régulier, à l'abri des coups d'État et des commotions populaires. Les Russes aussi pourront en faire leur profit. Le rôle de la Russie est tout tracé en Orient : qu'elle favorise ces deux grands principes à qui l'avenir est réservé, le principe des nationalités et celui de la souveraineté populaire. Il lui sera facile alors de se consoler de l'ingratitude des grands, car elle pourra compter sur la sympathie des peuples.

ÉMILE DE LAVELEYE.

